

VILLES AU FUTUR

Le quartier d'Antigone — qu'on aime ou qu'on n'aime pas l'architecture de Ricardo Bofill — illustre au mieux l'ambition de Montpellier pour l'an 2000.

Cette ville de nouveaux venus ne craint plus les audaces ; elle les rechercherait plutôt. Cité paisible et bourgeoise, elle s'est réveillée depuis quelques années avec les appétits d'une métropole moderne, avec le souci de devenir la capitale d'une région elle-même en plein mouvement.

Paradoxalement, mais en apparence seulement, ses principaux atouts dans cette course au progrès, ce sont ses traditions universitaires, médicales, agricoles ; sa situation géographique et son climat. Du plus ancien au plus neuf ; c'est aussi le secret de son charme.

ANDRÉ HAMPARTZOUMIAN



Dans ce numéro

PAGE 33

*Les bâtisseurs
de l'an 2000*

PAGE 34

*Une vitrine pour l'agronomie
Médecins ou chercheurs ?*

PAGE 35

*Les enfants d'IBM
Les « vendeurs » du district*

PAGE 36

*Des universitaires rencontrent
des chefs d'entreprise*

PAGE 37

*Théâtre et danse :
deux saltimbanques de choc
Des éditeurs portes ouvertes*

MONTPELLIER

Une capitale en marche

CE pourrait être une de ces histoires méridionales, pleines d'accent et de couleurs, où le verbe, soutenu par l'ampleur du geste qui le ponctue, tient lieu d'action. Une de ces histoires qui font sourire au Nord, parce qu'elles renvoient au soleil et à la chaleur de la Méditerranée, aux vacances et au farniente, mais qui agacent vite les gens d'ici.

Les Languedociens ne retrouvent pas, dans cette imagerie de comédie, la part de passion, de dignité et de violence qu'ils gardent au cœur, celle que, du Rhône aux Pyrénées, du temps de leur splendeur à celui de l'assistance, ils ont mise dans leur foi, jusqu'au schisme en passant par l'hérésie, dans la résistance à l'oppression, au prix du sang, dans leurs flambées de colère, voire dans certains de leurs jeux et de leurs fêtes, tels le rugby et le culte taurin. Cette part réservée d'eux-mêmes, qui n'exclut ni la sérénité de la pétanque, ni l'art du discours, ni l'attirance pour le savoir et la culture depuis si longtemps présents sur cet itinéraire des civilisations méditerranéennes.

Ce pourrait être, aussi, une de ces querelles de notables locaux, qui masquent d'ordinaire l'immobilisme politique, mais dont les échos débordent les frontières régionales et parviennent jusqu'à Paris par les circuits amplificateurs d'Air Inter, du TGV, de la publicité et des autres médias.

Des éclats de voix et des ambitions qui se heurtent, il y a bien de cela dans le bouillonnement qui paraît avoir saisi cette ville et cette région, mais, à l'évi-

dence, pas que cela. Il en faut davantage pour alimenter une rumeur si forte et si présente. Seul le mouvement de la vie peut produire tant de bruit : serait-ce lui qui nous parvient de Montpellier et de la région Languedoc-Roussillon ?

Sur place, la réalité confirme la rumeur et dépasse le folklore : on s'engueule, sans avoir peur des mots, on s'empoigne, mais on bâtit, on voit grand, on se dispute l'avenir et, tandis que les responsables politiques courent après des pouvoirs devenus véritables, une masse d'étudiants, de chercheurs, de techniciens, de cadres et d'employés, peuple les immeubles de verre et de béton du centre-ville et des zones d'aménagement, et les villas, style néo-languedocien, des quartiers résidentiels, qui gagnent la garrigue et les bords de mer.

Montpellier, la surdouée, l'entrepreneuse, ainsi qu'elle s'affirme dans les campagnes de promotion, c'est d'abord une explosion démographique exceptionnelle en France et, même, en Europe.

En 1936, Montpellier avait 90 000 habitants, un peu moins que Nîmes, sa voisine à l'est, à peine plus que Béziers et Perpignan, à l'ouest ; actuellement, elle en revendique 220 000, soit nettement plus que ses concurrentes dans la région.

1962 est une année de référence, car c'est celle de l'afflux massif des rapatriés

d'Afrique du Nord. Le mouvement s'était amorcé depuis plusieurs années, en provenance des trois pays du Maghreb. Avec les accords d'Evian consacrant l'indépendance de l'Algérie, il prit un tour brutal et dramatique qui, en quelques jours, fit augmenter la population locale de 10 % (13 000 personnes). Il se prolonge encore, à un rythme lent, avec la venue, sur leurs vieux jours, de rapatriés qui s'étaient implantés ailleurs. Ils rejoignent une communauté estimée à 40 000 personnes, à laquelle la ville doit beaucoup.

Le deuxième facteur de croissance fut l'avènement de Montpellier comme capitale d'une région qui ne possédait pas d'ensemble urbain jouant véritablement ce rôle. Cela explique que cette fonction lui soit, encore, très contestée. Toujours est-il que, depuis le début des années 60, Montpellier, dont l'aura se limitait, alors, à la réputation de son université et au rayonnement du journal régional, *le Midi libre*, qu'elle abritait, a cumulé les avantages de sa prééminence administrative.

Le troisième facteur de développement intervient pendant la même période et procède de ce que l'on pourrait qualifier d'appel du Sud ou de migration vers le soleil. Il ne fait pas que remplir les nouvelles stations de la côte

mais favorise, aussi, une implantation plus durable, de type californien. L'installation d'une usine IBM, en 1965 – qui a globalement transféré 5 000 personnes ainsi que leur mode de vie – en est la plus spectaculaire illustration.

Ainsi, en peu de temps, l'arrivée des rapatriés et des fonctionnaires régionaux, la multiplication des chercheurs et des cols blancs, l'explosion universitaire – 46 000 étudiants, – l'exil des ruraux vers la ville en raison de la crise agricole, ont complètement remodelé la population montpelliéraine et installé une mobilité structurelle. La composition sociologique de l'agglomération change, ce qui ne saurait rester sans conséquences politiques.

Le niveau des revenus de cette population, supérieur à la moyenne départementale, ou à celui de la ville de Nîmes, ses aspirations en matière de services, de loisirs, de culture, transforment la nature de la société locale qui devient un lieu de brassage où un Montpelliérain sur cinq seulement est né dans la cité.

De ce point de vue, qui n'est certes pas le plus important, l'actuel maire, natif du Tarn (le 9 juillet 1938 à Puylaurens), ne serait pas moins représentatif de la ville que son prédécesseur, pur produit du terroir, puisqu'il est né le 24 août

1913 à Montpellier. La réussite de Georges Frèche tient à d'autres considérations. Sa chance et son talent furent d'incarner, par sa jeunesse, son style, ses ambitions, une modernité, des besoins et des aspirations qui n'étaient pas – ou pas encore – pris en compte à l'époque.

Réussite toute personnelle, car le socialisme héraultais, où cet enseignant en quête d'un destin faisait ses premiers pas en 1970, ne brillait pas par son modernisme. Georges Frèche entrait au Parti socialiste d'Alain Savary, qui allait devenir celui de François Mitterrand, en jeune homme pressé de faire carrière et peu disposé à patienter pendant des années de militantisme obscur, ou à se plier aux règles patriarcales des clans.

Aux élections municipales de 1971, le voici, non sans mal et grâce au concours des communistes et des radicaux, chef de file de la liste d'union de la gauche. Cette bête à concours (HEC, doctorat ès lettres, agrégé d'histoire du droit et de droit romain) aurait bien visé la mairie de Toulouse s'il avait pu faire la carrière universitaire de son choix dans cette ville. L'enseignement lui ayant offert des perspectives meilleures à Montpellier, ville qu'il connaissait pour y avoir préparé HEC, c'est là qu'il répondra à sa vocation politique.

Voilà pour Montpellier, mais le socialisme ? Fils d'un officier sorti du rang, après une Résistance brillante, et d'une directrice d'école, il est, dit-il, « issu d'un milieu populaire ».

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 32.)

Une capitale en marche

(Suite de la page X.)

Historien, par goût et par formation, ce qui l'intéresse, c'est l'« histoire en marche » ; il se reconnaît dans le socialisme concret de Jaurès : « Je me méfie des idéologues, ce que j'aime c'est bâtir », déclare-t-il.

En 1971, il se contente de se battre sur le terrain électoral, où, plus que ses titres et sa haute taille, c'est sa présence physique, sa capacité à occuper tout l'espace, du geste et de la voix, son engagement, jusqu'à l'excès, qui le font remarquer.

Puisqu'il commence à être connu, puisque c'est un battant, on lui permet de figurer dans la première circonscription, réputée imprenable, aux élections législatives de 1973. Il enlève de justesse le siège au député sortant RPR, René Couveinhes, et, sur la lancée de ce succès, prend la mairie en 1977, mettant fin au règne de



François Delmas, conseiller municipal depuis 1947, premier magistrat depuis 1959.

Plus qu'une péripétie politique, c'est une situation dans la manière de gérer et de penser Montpellier. Non que le maire précédent ait refusé la modernisation de sa ville : au contraire, il en a, à bien des égards, jeté les bases, mais il n'est pas allé assez loin, pas assez vite, ou n'a pas vu assez large. Il a mécontenté les uns — les commerçants du cœur de ville inquiets de la création du centre marchand du Polygone, — méconnu les aspirations des autres. « On a pris la ville en plein bouleversement — explique Georges Frêche. François Delmas la gérait en père de famille, il a raté le boom des trente glorieuses en s'interdisant d'emprunter, malgré les conditions de l'époque. La ville était une page blanche avec des finances excellentes. »

■ Le dessert

publicité, confie-t-il, cela m'est étranger, cette personnalisation du pouvoir m'agace. »

« Pour répondre à la croissance, explique-t-il, il fallait faire face aux impératifs qui étaient les HLM, les écoles, l'eau, car il y avait des coupures d'eau à Montpellier. Le culturel, c'était moins urgent, alors. »

L'ancien maire, giscardien et libéral, reproche à son successeur socialiste d'avoir concédé un service public, celui des eaux, au secteur privé. S'il lui reconnaît de l'intelligence, du courage, du savoir-faire en matière de relations publiques, il lui reproche de manipuler l'information, de transférer sur le district une grande partie des charges de la ville, d'accroître le personnel municipal, d'endetter la commune — ce qui se traduira, assure-t-il, par un alourdissement des impôts, — de faire, certes, beaucoup pour la culture, mais de laisser en l'état certains problèmes aigus, tel celui de la décharge des ordures près des étangs de Palavas. « On sert le dessert avant la soupe et, conclut-il, à long terme, ce n'est pas une bonne politique pour la ville. »

M^e Delmas n'instruit pas qu'un réquisitoire empreint de nostalgie : comme rapporteur de la commission économique au conseil régional, il mène la vie dure au maire de Montpellier dans la répartition des crédits.

Après le changement municipal de 1977 et les élections législatives de 1973, François Delmas eut l'occasion de prendre une revanche, en 1978, en enlevant à Georges Frêche le siège de député de la première circonscription.

Sur place, le nouveau maire fut, il est vrai, quelque peu déstabilisé, après son échec électoral, mais plus par les siens que par ses adversaires. On cherchait à lui faire payer ses succès précédents, acquis au culot, ainsi que ses méthodes et ses comportements, souvent décrits en termes de pathologie psychique : boulimique, mégalomane, terroriste, incapable de maîtriser ses pulsions...

L'intéressé — dont les amis disent qu'il s'est beaucoup assagi — ne paraît pas se formaliser outre mesure de ces jugements extrêmes. Cela fait partie de la bagarre, qui ne lui déplait pas, et s'il est, à coup sûr, d'un tempérament emporté, il sait aussi séduire par une agilité intellectuelle incontestée, une culture qu'il mêle savamment aux initiatives de sa gestion et un engagement personnel et total, dans la colère comme dans la disponibilité.

chel Rocard, Georges Frêche a retrouvé son siège de député en 1981, avec la proportionnelle, et s'est fait confirmer comme maire en 1983, avec 53 % des voix, à l'encontre d'un courant national défavorable à la gauche et qui s'est traduit dans la région par la perte de Nîmes, de Sète, de Béziers et de Carcassonne.

Sa situation locale s'en trouve confortée, au moins auprès des socialistes. Et ces derniers seront encore plus portés à taire leurs petits et grands démêlés lorsqu'ils auront perdu la présidence du conseil régional, en 1986.

Ils ne désespèrent pas de la reprendre mais, en attendant, cela ne marche pas très fort entre la région et sa capitale ; le nouveau président du conseil régional, Jacques Blanc, député UDF-PR de la Lozère, ancien secrétaire d'Etat à l'agriculture, élu grâce à l'appoint négocié des conseillers du Front

Ce pays s'est réveillé et quelqu'un, l'ayant compris avant les autres, a voulu le tirer plus vite de son sommeil. Quelqu'un, c'est son maire.

national, a fait voter, en juillet dernier, un projet de budget supplémentaire remettant en cause plusieurs options de la précédente majorité et de son président socialiste, Robert Capdeville.

Montpellier fait principalement les frais de ces coupes avec, par exemple, la suppression des crédits affectés à la construction de l'Opéra-palais des congrès, baptisé « Corum ». La guerre est déclarée, et elle continue. Elle entremêle les rivalités naturelles de la région et de sa récente et ambitieuse capitale et celles des hommes politiques dans la course aux positions de pouvoir.

Longtemps, le Languedoc-Roussillon n'a eu ni centre fédérateur ni leader de stature régionale ou nationale. A gauche comme à droite, on s'entendait entre grands et petits féodaux, ou on s'ignorait. La régionalisation les bouleversements politiques, la disparition des caciques, ont changé les règles du jeu plus rapidement qu'elles n'ont renouvelé les hommes. La trajectoire fulgurante de Georges Frêche, l'arrivée de Jacques Blanc, l'émergence d'Yves Marchand, le nouveau maire UDF-CDS de Sète, s'éclaircissent dans ce contexte : il y a un vide à remplir.

Pour s'en tenir au seul cas de Montpellier, il est significatif que Willy Dimeglio, député UDF-PR

absentes du redécoupage des circonscriptions législatives).

Chacun se défend de voir aussi crûment les choses et, sauf mouvement d'humeur, s'interdit d'en parler publiquement. Au reste, cela ne servirait à rien. Pour être à la hauteur des enjeux, il vaut mieux s'illustrer, outre l'ambition, par des idées fortes. Le principal mérite de Georges Frêche — il n'est pas sûr que ses adversaires ne le lui reconnaissent pas — est d'avoir mis la barre très haute et d'obliger les compétiteurs à voir plus grand et plus loin que l'horizon cantonal.

Voilà pourquoi ce qui se passe à Montpellier n'est pas seulement du folklore méridional ou de la combine politicienne locale.

Ce pays s'est réveillé, et quelqu'un, l'ayant compris avant les autres, a voulu le tirer plus vite que prévu de son sommeil. Il suffit de suivre Georges Frêche pen-

on fait partie des quatre ou cinq villes culturelles de France. »

Jacques Blanc met déjà en cause l'égoïsme foncier de la capitale. Il énumère les exemples qui montrent, à ses yeux, que Montpellier a, sous la gestion socialiste, « pillé la région ». « Frêche, dit-il, ignore la réalité de la région et croit qu'il suffit d'avoir une capitale brillante pour maintenir une région vivante. Montpellier ne peut être en position de se voir rejetée par les autres villes. Nîmes ne saurait être sa banlieue, Béziers, Narbonne, Carcassonne, Sète, Alès, sont aussi des pôles de développement. »

Le président de la région a redistribué les crédits en conséquence. « Si Frêche estime qu'il peut se passer de la région, dit-il, qu'il s'en passe. Je ne me coucherai pas, les méthodes d'intoxication ne m'ont jamais impressionné, et on ne gouverne pas une région en semant la terreur... J'entends être le patron et montrer que les solutions libérales sont meilleures. Mon problème n'est pas de savoir qui sera candidat à la mairie de Montpellier, je ne crois pas qu'on le connaitra avant 1988 et je refuse de me polariser là-dessus. »

Selon lui, le Languedoc-Roussillon doit approfondir sa vocation touristique en aménageant l'accueil des familles, en devenant la première région pour le golf en France, en se spécialisant dans l'entraînement aux sports de haut niveau. « Ce qu'il faut, ajoute-t-il, c'est moins inventer une technologie que bâtir un ensemble multipôles. »

Le conflit entre Montpellier et la région embarrasse les responsables impliqués dans la vie de la capitale. Ils essaient de nuancer leurs appréciations. Ainsi Bernard Serrou, conseiller général, leader du RPR sur la ville. S'il a des mots très durs pour le maire dont il met surtout en cause le comportement personnel, « tout de suite porté à l'injure », il approuve quelques-unes de ses initiatives, la construction du Zénith, par exemple, mais point celle de l'Opéra, « un gouffre », assure-t-il.

Ce cancérologie est plus à l'aise sur son terrain, la médecine. Il œuvre personnellement à un programme de développement du CHR (avec une nouvelle maternité qui deviendrait un véritable hôpital de la femme et de l'enfant) et pense que Montpellier devrait être « l'une des capitales européennes en matière de prévention sanitaire », non seulement dans la lutte contre les maladies les plus meurtrières mais dans les techniques nutritionnelles et la

« C'est, dit-il, une ville de moyenne importance qui a de belles cartes à jouer. Face à Barcelone, Toulouse, Marseille, Lyon, elle est dans la position d'un club de deuxième division qui jouerait en Coupe d'Europe. François Delmas a creusé les fondations, planté le décor, mais on continue à vivre sur les acquis. Il faut trouver d'autres réacteurs. »

Son idée à lui s'appelle Eupalinos, nom emprunté à la fois à un architecte grec de l'Antiquité et à Paul Valéry (culture méditerranéenne oblige, surtout dans ce cas) et consiste à faire de la région un vaste lieu de rencontre des sciences, des techniques, des cultures, sous leur jour le plus attrayant. Un récent voyage aux Etats-Unis l'a convaincu de l'intérêt, en raison des retombées locales, des parcs de distractions, qui, à son sens, peuvent avoir, tout en restant ludiques, des vocations pédagogiques ou démonstratives.

Dans cet esprit, il imagine un parc consacré aux productions scientifiques et techniques du Midi, un autre qui présenterait, en raccourci, toutes les civilisations du pourtour méditerranéen. Il verrait ainsi un parc aquatique à Agde et un autre axé sur l'histoire des pays d'Oc, du côté de Béziers et de Narbonne.

Il a déjà saisi le président de région, le président du conseil général Gilbert Saumade (PS), qui a ses propres idées sur l'avenir d'une région qu'il a vu naître et dont il parle en expert.

■ Les promesses du réveil et de la publicité

Il estime que l'envol de Montpellier a été très positif pour la région, car « une capitale unifiée et freine les forces centrifuges, si présentes encore ». Il faut donc, dit-il, aider Montpellier, surtout dans les investissements qui renforcent sa vocation de centre intellectuel. En retour, la capitale régionale doit diffuser le développement. « Si Montpellier veut que les autres villes acceptent sa prééminence, il convient qu'elle reconnaisse au conseil régional et au conseil général de l'Hérault la faculté de favoriser le développement d'autres secteurs », explique-t-il, ce qui signifie, dans son esprit, qu'il serait vain de s'en tenir aux blocages actuels.

C'est qu'il voudrait, Gilbert Saumade, faire avancer son propre projet qui consiste à aménager « le fabuleux réseau de navigation intérieure » que représentent, entre le Roussillon et le Rhône, les étangs, les fleuves côtiers, les canaux : outre l'intérêt touris-

270 000
habitants

trat depuis 1959.

Plus qu'une péripétie politique, c'est une situation dans la manière de gérer et de penser Montpellier. Non que le maire précédent ait refusé la modernisation de sa ville : au contraire, il en a, à bien des égards, jeté les bases, mais il n'est pas allé assez loin, pas assez vite, ou n'a pas vu assez large. Il a mécontenté les uns — les commerçants du cœur de ville inquiets de la création du centre marchand du Polygone, — méconnu les aspirations des autres. « On a pris la ville en plein bouleversement — explique Georges Frêche. François Delmas la gérait en père de famille, il a raté le boom des trente glorieuses en s'interdisant d'emprunter, malgré les conditions de l'époque. La ville était une page blanche avec des finances excellentes. »

■ Le dessert avant la soupe

François Delmas confirme : « J'avais un impératif dit « archaïque », la rigueur financière la plus absolue, pour les grandes et les petites choses. Je m'efforçais de ne faire supporter aux contribuables que ce qui pouvait l'être. J'ai fait le Polygone et cela ne leur a pas coûté un sou. » Il y a du Pinay — jusqu'au chapeau bien connu des Montpelliérains — dans le style de ce notable, fin connaisseur de la cité qui l'a vu naître et qu'il a vu grandir, mais qui a tellement changé.

C'est peu dire qu'il ne se reconnaît pas dans les manières et les projets de son successeur. « La

Sur place, le nouveau maire fut, il est vrai, quelque peu déstabilisé, après son échec électoral, mais plus par les siens que par ses adversaires. On cherchait à lui faire payer ses succès précédents, acquis au culot, ainsi que ses méthodes et ses comportements, souvent décrits en termes de pathologie psychique : boulimique, mégalomane, terroriste, incapable de maîtriser ses pulsions...

L'intéressé — dont les amis disent qu'il s'est beaucoup assagi — ne paraît pas se formaliser outre mesure de ces jugements extrêmes. Cela fait partie de la bagarre, qui ne lui déplaît pas, et s'il est, à coup sûr, d'un tempérament emporté, il sait aussi séduire par une agilité intellectuelle incontestée, une culture qu'il mêle savamment aux initiatives de sa gestion et un engagement personnel et total, dans la colère comme dans la disponibilité.

« En 1978, dit-il en faisant allusion à la polémique sur le vote des résidents à l'étranger, j'ai été battu par les électeurs d'Abidjan. Il y a eu des crises au sein du conseil municipal, avec mes adjoints, et j'ai dû resserrer les boulons. J'ai été à la fois le maire, les adjoints, le secrétaire général de la mairie, le directeur du personnel ! J'ai plongé dans l'administration municipale, et maintenant on ne peut plus me raconter des histoires. »

Proche de François Mitterrand — avec des éclipses parce qu'il lui est arrivé de lui résister, — soutenu, avant la disparition de celui-ci, par Georges Dayan, se situant au PS entre Pierre Mauroy et Mi-

clarée, et elle continue. Elle mêle les rivalités naturelles de la région et de sa récente et ambivalente capitale et celles des hommes politiques dans la course aux positions de pouvoir.

Longtemps, le Languedoc-Roussillon n'a eu ni centre fédérateur ni leader de stature régionale ou nationale. A gauche comme à droite, on s'entendait entre grands et petits féodaux, ou on s'ignorait. La régionalisation les bouleversements politiques, la disparition des caciques, ont changé les règles du jeu plus rapidement qu'elles n'ont renouvelé les hommes. La trajectoire fulgurante de Georges Frêche, l'arrivée de Jacques Blanc, l'émergence d'Yves Marchand, le nouveau maire UDF-CDS de Sète, s'éclaircissent dans ce contexte : il y a un vide à remplir.

Pour s'en tenir au seul cas de Montpellier, il est significatif que Willy Dimeglio, député UDF-PR, longtemps dauphin de François Delmas, soit aujourd'hui en froid avec son mentor et que l'on se demande, côté UDF, si Jacques Blanc sera candidat aux prochaines élections municipales à Montpellier et, côté RPR, s'il faudra faire appel à une personnalité de stature nationale (on a cité le nom de Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, qui a fait ici ses études de médecine). Bref, il y a en Languedoc une présidence de région à conforter ou à reprendre, une grande ville encore détenue par la gauche, un leadership à saisir et, pour cela, il faut soit subir Georges Frêche, soit l'éliminer (ces préoccupations n'ont pas été

Dans la fresque qu'il dessine, Montpellier est une technopole spécialisée dans les hautes technologies, consommatrices de matière grise. Essentiellement dans les domaines de la santé, de l'agronomie méditerranéenne et tropicale, de l'informatique, de la robotique et de la communication. « C'est, dit le maire, ce qui fait venir les gens du Nord ici. On s'est dit : Que leur faut-il ? Le soleil, on l'a ; l'environnement de qualité, on l'a — ici, c'est vierge par rapport à la Côte d'Azur ; la caution universitaire, on l'a aussi. Il ne manquait que la dimension culturelle, car c'était le désert. Maintenant, avec l'Orchestre, le Festival de la danse, le Festival de la musique de Radio-France,

bles impliqués dans la vie de la capitale. Ils essaient de nuancer leurs appréciations. Ainsi Bernard Serrou, conseiller général, leader du RPR sur la ville. S'il a des mots très durs pour le maire dont il met surtout en cause le comportement personnel, « tout de suite porté à l'injure », il approuve quelques-unes de ses initiatives, la construction du Zénith, par exemple, mais point celle de l'Opéra, « un gouffre », assure-t-il.

Ce cancérologue est plus à l'aise sur son terrain, la médecine. Il œuvre personnellement à un programme de développement du CHR (avec une nouvelle maternité qui deviendrait un véritable hôpital de la femme et de l'enfant) et pense que Montpellier devrait être « l'une des capitales européennes en matière de prévention sanitaire », non seulement dans la lutte contre les maladies les plus meurtrières mais dans les techniques nutritionnelles et la médecine sportive.

Bernard Serrou a installé sa permanence dans le Montpellier médical, Willy Dimeglio a ses bureaux en haut du Triangle, le building dominant du Polygone. Ce choix n'est pas neutre pour ce juriste issu de la communauté pied-noir, qui a fait ses études à Montpellier, « en est tombé amoureux » au point de se préparer personnellement à l'« après-Delmas », qui a peut-être trop tardé à venir.

Il parle en homme de mesure, plus à l'aise dans les briefings que sur les estrades, et sa vision de la ville le rapproche de son rival de maire plus qu'il ne le souhaite.

Il estime que l'envol de Montpellier a été très positif pour la région, car « une capitale unifiée et freine les forces centrifuges, si présentes encore ». Il faut donc, dit-il, aider Montpellier, surtout dans les investissements qui renforcent sa vocation de centre intellectuel. En retour, la capitale régionale doit diffuser le développement. « Si Montpellier veut que les autres villes acceptent sa prééminence, il convient qu'elle reconnaisse au conseil régional et au conseil général de l'Hérault la faculté de favoriser le développement d'autres secteurs », explique-t-il, ce qui signifie, dans son esprit, qu'il serait vain de s'en tenir aux blocages actuels.

C'est qu'il voudrait, Gilbert Saumade, faire avancer son propre projet qui consiste à aménager « le fabuleux réseau de navigation intérieure » que représentent, entre le Roussillon et le Rhône, les étangs, les fleuves côtiers, les canaux ; outre l'intérêt touristique, en particulier dans la basse plaine de l'Aude, ce serait un moyen de joindre le littoral à l'arrière-pays.

Les idées, on le constate, ne manquent pas et elles témoignent d'une réelle vitalité. La volonté des responsables locaux, les pouvoirs et les moyens donnés par la décentralisation aidant, elles peuvent dépasser le stade du discours. Elles laissent espérer que « Montpellier l'entrepreneuse », ville sur-médiatisée, tiendra les promesses de son réveil et de sa publicité, grâce à tous ceux qui, sur place, ont désormais le goût d'entreprendre.

ANDRÉ LAURENS.

270 000
habitants
15 communes

● 220 000 habitants,
270 000 avec le district.

● Le district comprend
15 communes.

● Composition du conseil
municipal : majorité : 11 PC ;
2 PSU ; 23 PS ; 4 MRG ; 5 div.
gauche = 45. Opposition :
4 UDF-PR ; 2 UDF-CDS ;
1 UDF-Rad. ; 6 RPR ;
1 CNIP = 14.

● Taux de chômage :
14,5 % (13,9% en mars 1982,
dernier recensement INSEE).
15,1 % pour l'Hérault en 1985.